


**Vite dit**
**☛ SOLIDARITE**

Le gouvernement et le MEDEF se sont prononcés pour que l'état vienne en aide aux entreprises « *aussi longtemps que cela sera nécessaire* ».

Sûrement ont-ils oublié que **les dix premières fortunes de France accumulent, selon le classement fait par « Challenges », près de 400 milliards d'euros** soit quatre fois plus que le plan de relance gouvernemental.


**☛ Brexit et dumping social**

A peine l'accord entre l'Union Européenne et le Royaume Uni a-t-il été signé, que **les protections sociales des salariés d'outre-manche sont franchement remises en cause**. Ainsi, par exemple, l'horaire maximal de travail hebdomadaire (48h00) qui risque de sauter pour la plus grande satisfaction des patrons britanniques. La mobilisation, à l'initiative des syndicats et des travaillistes, travaille pour empêcher ce premier scandale.

**SANOFI : C'EST RATE POUR LE VACCIN MAIS C'EST LA FETE POUR LES DIVIDENDES**

**12,3 milliards de bénéfices pour 2020, en progression de 338% et 4 milliards de dividendes aux actionnaires**

Après l'annonce des suppressions d'emplois (400 dans la recherche en France) le groupe démontre, une fois encore, que sa politique est toute entière au service de l'argent. Pendant ce temps nos gouvernants ne lèvent pas le petit doigt. C'est sans doute ainsi qu'ils voient le monde d'après !

Les dirigeants du groupe tentent de justifier en affirmant « *Sanofi évoluant dans un contexte très concurrentiel, suspendre le dividende ou le réduire en raison de la pandémie actuelle viendrait à fragiliser l'entreprise, réduire son attractivité et altérer ainsi sa capacité à innover sur le long terme pour les patients* ». Bref, on connaît la chanson depuis le temps qu'on nous la rabâche.

Pour défendre le tiroir caisse, pas de problème, les patrons savent faire et ils ont de l'expérience. Mais pour fabriquer des médicaments et autres vaccins à des prix accessibles, c'est l'opacité la plus totale.

**Mais où est donc l'intérêt des populations dans ce business ? Pour les Big Pharma, il n'y a plus de considération de santé publique !**

Si l'on regarde ce qui se passe pour les vaccins anti-COVID, ce sont quelques labos qui ont reçu des milliards de fonds publics pour financer la recherche qui sont les seuls détenteurs des brevets. C'est inadmissible !

**Il est urgent que les pouvoirs politiques prennent en compte l'intérêt des patients et non celui des laboratoires.**

Les vaccins ne sont pas un bien marchand. **Il faut supprimer la propriété privée des vaccins** afin de permettre, entre autre, d'augmenter leur production et de les vendre à prix coûtant ou très proche de ce prix.

Mettre de telles décisions en œuvre, c'est vacciner la population mondiale d'ici la fin de l'année alors que les meilleures prévisions aujourd'hui annoncent mi-2022, et de façon partielle puisque certains pays ne peuvent payer les prix exigés par les labos.

## Projet HERCULE : la casse d'EDF

S'il y a un domaine dans lequel les gouvernements sont très actifs, c'est celui de la **désintégration des services publics** et des conquêtes issues du Conseil National de la Résistance : Sécurité sociale, transport, télécommunications, éducation, énergie...

Parmi tous les projets, nous relevons celui dit « **Hercule** » qui vise à faire exploser EDF.

Déjà mis à mal au cours des dernières années, EDF serait divisé en trois entités distinctes :

- ♦ **EDF Vert** regrouperait les entités les plus profitables (les énergies renouvelables comprenant la petite hydraulique, l'éolien et le photovoltaïque, les réseaux électriques Enedis et les Systèmes Energétiques Insulaires) et serait largement ouvert au privé,
- ♦ **EDF Bleu** comprendrait les entités sensibles nécessitant des investissements lourds comme le nucléaire et resterait public,
- ♦ **EDF Azur** serait une filiale d'EDF Bleu et aurait la charge des barrages hydroélectriques dont les concessions seraient soumises à la concurrence.

**En fait ce découpage organise la privatisation des profits et la socialisation des risques.**

Ce projet s'inscrit dans les préconisations de Bruxelles (donc de nos dirigeants) en matière d'ouverture à la concurrence et de démantèlement des services publics.

Il ne vise qu'à servir des intérêts financiers avec **la cession des secteurs les plus rentables d'EDF sans la moindre amélioration du service rendu aux utilisateurs.**

Les tarifs pourraient être différenciés dans chacune des nouvelles sociétés, marquant la **fin du tarif unique** au niveau national et donc la **fin de l'égalité de traitement** des ménages.

● **Les impératifs du service public (fourniture d'électricité 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 en tous points du territoire quels que soient les aléas climatiques) pourraient ne plus être garantis.**

## ELECTIONS TPE

Après avoir été reportées à cause du COVID, les élections professionnelles dans les très petites entreprises **se dérouleront du 22 mars au 4 avril.**

Ce sont près de 5 millions de salariés travaillant dans des entreprises de moins de 11 salariés qui sont appelés à s'exprimer.

**Ces voix compteront pour déterminer la représentativité des organisations syndicales** au plan national, dans les territoires et les branches d'activité.

Elles compteront aussi pour fixer les représentations dans les commissions paritaires, conseils de prud'hommes...

Chacun d'entre nous connaît un ou plusieurs salariés travaillant dans ces TPE dont font partie les assistantes maternelles, les gardes à domicile...

Il est important, pour défendre leurs droits, qu'ils puissent choisir leurs représentants. **A nous de les convaincre du choix du vote pour les candidats présentés par la CGT.**

Pour leur avenir et le nôtre :  
☛ **Donnons-nous la force nécessaire**



Plus de renseignements sur le site :

[www.cgt-tpe.fr](http://www.cgt-tpe.fr)